Les Cahiers des Dix

Négociations de paix (1693-1696)

Léo-Paul Desrosiers

Numéro 21, 1956

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1079986ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1079986ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)

1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Desrosiers, L.-P. (1956). Négociations de paix (1693-1696). *Les Cahiers des Dix*, (21), 55-87. <https://doi.org/10.7202/1079986ar>

Tous droits réservés © Les Éditions La Liberté,

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Négociations de paix (1693-1696)

Par LÉO-PAUL DESROSIERS, M.S.R.C.

Le raid des lieutenants Manthet, Courtemanche et Lanoue des mois de janvier, février et mars 1693, est à juste titre le plus célèbre de cette époque féconde en hardis coups de main. Dirigé contre les Iroquois les plus agressifs, les Agniers, il les surprend au nid, s'empare successivement de leurs trois bourgades, les brûle et capture presque toute la population. C'était beaucoup mieux que n'avaient fait Tracy, La Barre, Denonville et que ne fera Frontenac lui-même contre les Onnontagués et les Onneyouts dans trois ans.

Dans cette guerre d'une horrible brutalité qu'avait inaugurée le massacre de Lachine, Frontenac avait donné l'ordre de n'épargner aucune vie humaine. Les Iroquois catholiques refusent d'exécuter ce commandement contre leurs compatriotes et la marche des soldats s'alourdit maintenant de la présence de quelques trois cents prisonniers. Dans ces conditions, l'attaque contre Albany doit être maintenant abandonnée. Un délai de quatre jours imposé par les Indiens alliés compromet aussi le salut commun. Anglais et Iroquois ont le temps de se grouper pour la poursuite et le détachement canadien leur échappe de justesse après avoir subi des pertes et perdu un certain nombre de ses captifs. Le retour est pénible, car les provisions manquent et la famine accompagne les troupes.

Malgré ces ombres au tableau, cette expédition produit d'immenses résultats. La tribu des Agniers a subi de lourds dommages matériels, elle est désorganisée et en bonne partie détruite. En second lieu, les Iroquois constatent qu'ils ne sont plus maintenant en sécurité dans leurs villages éloignés et que le même sort peut atteindre demain les autres tribus. Enfin, dans cette guerre où ils se sont engagés avec tant de furie, ils se rendent compte une fois de plus que c'est eux qui subissent les coups, qui conduisent les engagements, et que leurs alliés, les Anglais, ne risquent presque pas leurs troupes, demeurent en paix dans leurs forts, vivent en paix derrière leur protection. S'augmentant graduellement d'année en année, leurs pertes deviennent graves parce

que le nombre de leurs guerriers a toujours été limité et que les partis de Frontenac le gruge lentement mais sûrement. Ils savent bien qu'à eux seuls, ils ne peuvent tenir tête à la Nouvelle-France.

Aussitôt après le raid, le gouverneur de l'État de New-York, Fletcher, accourt à Albany. Il y rencontre les chefs iroquois consternés par le coup dur qui vient de leur être porté. Plein de sollicitude tout d'abord, il promet d'héberger les Agniers qui se sont dérochés au désastre, il leur achètera des provisions de maïs, les ordres sont déjà donnés. Mais il fait aussitôt fausse route quand il reproche aux Agniers de s'être mal gardés, de ne pas poster des éclaireurs sur la route de l'invasion, et surtout quand il veut les lancer dans une nouvelle offensive; pour exciter le ressentiment de ses auditeurs, voici les paroles qu'il leur adresse: « Votre réputation et votre honneur sont intéressées à faire une vive entreprise contre vos ennemis, et ceci avec tout le secret et toute la promptitude dont vous êtes capables, afin que ces gens puissent constater que vous avez conservé l'ancien courage de vos ancêtres. »

Ces incitations à une guerre à outrance n'ont plus d'effet. Ils le savent bien aujourd'hui, les Iroquois, qu'ils ne peuvent plus répéter impunément le massacre de Lachine et que leurs guerriers sont vite réperés malgré la forêt. De plus, ils en ont assez de se battre seuls. Déjà, ils ont exprimé avec franchise leurs doléances à cet effet: « Frère Corlaer, tu veux que nous ne donnions aucun repos aux Français: n'est-ce pas pour assurer la paix à ton pays? Pourquoi donc ne dis-tu pas un mot à tes jeunes gens, qui doivent nous suivre à la guerre? ». La même récrimination se fait jour devant Fletcher. Ce n'est pas aux seuls Iroquois de monter une expédition de ce genre. Les Anglais aussi ont une revanche à prendre car le sang anglais a coulé comme le leur durant le dernier combat. Alors, les sachems espèrent qu'en conformité des promesses qui leur ont été faites, des engagements qui ont été pris, les Anglais lanceront contre la Nouvelle-France une attaque par mer: « Nous pressons d'autant plus énergiquement cette affaire qu'une grande partie de notre force est maintenant brisée. »

A lui seul, ce procès-verbal, tout clair qu'il est, ne rend pas compte du changement d'attitude qui se fait jour chez les Iroquois. Dans une lettre du 13 juin, Fletcher exprime sa profonde inquiétude. Il signale combien la situation devient dangereuse pour les intérêts anglais en Iroquoisie. Ces alliés, dit-il, « semblent chanceler et sont

inclinés à faire la paix avec les Français du Canada, . . . et si on les induisait à faire une paix séparée, la ruine de tout le pays s'ensuivrait inévitablement ensuite ».

Il ajoute cette phrase réaliste et même cynique: « Car si nous perdons nos Indiens, qui sont notre principale défense et notre défense la moins cher contre les Français », la situation deviendra tout de suite dangereuse. Et les Iroquois sont « chancelants ».

Deux jours plus tard prend place à Albany le conseil annuel qui, depuis une longue période d'années, rassemble les sachems iroquois et les spécialistes des affaires iroquoises de la ville. On y renouvelle d'ordinaire le traité d'alliance, on y discute les problèmes du commerce des fourrures, les questions de paix et de guerre, etc.

C'est précisément à ce conseil de l'année 1693, que, d'après Colden, les Anglais inaugurent une politique de grande générosité envers leurs alliés que la tiédeur envahit. Non-seulement, ils ont nourri et hébergé les pauvres restes de la tribu des Agniers, mais maintenant ils donnent en abondance à toute la nation des provisions et des munitions; entre autres cadeaux, notons vingt-quatre chaudières de cuivre. Après les préliminaires, Fletcher en vient au sujet qui le préoccupe. Il a reçu des renseignements, dit-il, à l'effet que les Iroquois « hésitaient, et étaient inclinés à la paix avec l'ennemi commun ». Aujourd'hui, il veut savoir la vérité. Ces pensées de paix, ajoute-t-il, ne peuvent provenir que du missionnaire jésuite, Millet, qui est prisonnier chez les Onneyouts depuis l'été 1689. Les Iroquois ont supporté la présence de cet homme chez eux depuis trop longtemps. Ils lui ont laissé la vie, mais lui ne songe qu'à les trahir en retour. Fletcher leur ordonne de ne plus le tolérer et ensuite il renouvelle le traité d'alliance.

Ici, il faut se souvenir d'une observation du père Millet: les Iroquois n'osent parler fort aux Anglais; ceux-ci sont les maîtres des marchandises de traite. Ajoutons que la piste qui traverse toute l'Iroquoisie commence aussi à Albany et que les deux nations ne sont pas séparées par des distances infranchissables.

Toutefois, les sachems avouent à Fletcher qu'un Iroquois est parti pour le Canada avec des lettres du père Millet. Aussitôt Fletcher reprend la parole. Il le sait bien, qui a profité du désastre des Agniers pour lancer en Iroquoisie un mouvement vers la paix. C'est le même homme qui a tenu les Iroquois au courant de la défaite de Phipps devant Québec. Aussi, il somme ses auditeurs de le lui livrer mainte-

nant. Il insiste sur ce point, il y revient. A son avis, le missionnaire les trahit.

Tout ce discours s'adresse en particulier aux Onneyouts qui ont capturé le missionnaire avant le massacre de Lachine. Étroitement protégé et favorisé par la petite chrétienté au milieu de laquelle il vit, le père Millet est devenu tout un personnage en Iroquoisie. Malgré les ruses, les objurgations des Anglais, jamais ses hôtes ne l'ont livré. A la fin, ils promettent aujourd'hui d'enlever à leur délégué, quand celui-ci reviendra du Canada, les lettres qu'il apportera pour le missionnaire et de les remettre à Fletcher; ils donneront ensuite le Jésuite en échange d'un Indien dont ils espèrent la libération.

Mais en même temps se développe dans ce conseil une manœuvre qui donnera bien du mal à Frontenac. Les Tsonnontouans ont pris l'initiative de négociations de paix avec les Indiens alliés de la Nouvelle-France, Hurons et Outaouais, qui les harcèlent durement à l'ouest. Les tribus rassemblent actuellement des colliers pour amorcer cette affaire et Fletcher apporte sa contribution. Comme la rumeur court que Frontenac a rassemblé des forces à Katarakouy et lance une expédition contre l'Iroquoisie, l'assemblée se disperse subitement.

Tel est le début de négociations de paix qui, poursuivies avec application, interrompues, reprises, présentant mille péripéties, passionnantes, serrées, dureront huit ans et nécessiteraient à elles seules tout un volume. Deux nations puissantes, Angleterre et France, sont aux prises chez cette tribu sauvage. La France veut à ce moment la neutraliser, la maintenir en dehors de la guerre afin d'attaquer l'État de New-York; l'autre a la volonté acharnée de la garder à ses côtés en état de guerre, car, derrière elle, elle se dérobe aux attaques de son ennemie. Toutes les deux emploient la ruse, la menace, les cadeaux, l'intimidation, les fausses rumeurs, parfois aussi la vérité, pour en venir à ses fins. Comme il était inévitable, chacune trouve bientôt des partisans, les Iroquois se divisent en deux partis qui se livrent une guerre sourde ou déclarée. Mais la situation de fond ne changera guère: en pratique, l'Iroquoisie se tient en dehors des hostilités après le raid contre les Agniers, elle se dirige en substance vers la neutralité. Quelques groupes de guerriers accompliront bien encore ici et là quelques actions isolées, mais les années terribles sont terminées pour la Nouvelle-France. L'épine dorsale de la volonté iroquoise de faire une guerre sans merci à la Nouvelle-France, Frontenac l'a enfin brisée

par le raid de Manthet contre les terribles Agniers. C'est ce que l'on ne comprendra pas tout de suite à Québec; et pendant des mois encore, des détachements aguerris se promèneront autour de Montréal pour découvrir des détachements iroquois que de vaines rumeurs avaient indiquées.

Après ce qui venait de se passer à Albany, il était facile de conclure que le mouvement vers la paix lancé par le père Millet était tout à fait vain. Au contraire, il avait des éléments solides et durables comme l'avenir devait le prouver. A la fin du même mois de juin, le délégué iroquois, l'ami du père Millet, arrivait à Montréal avec un prisonnier français du nom de Saint-Amour qui avait été capturé à la Pointe-aux-Trembles. Il présente les lettres du missionnaire qui l'accréditent et le recommandent aux autorités françaises. Aussitôt conduit à Québec, l'Onneyout voit le gouverneur et il offre ses présents symboliques. Il affirme que sa nation est favorable à la paix; par crainte, elle n'ose envoyer une ambassade. Toutes les tribus iroquoises savent que, lui, Tareha est en Nouvelle-France pour y chercher un accommodement. Toutefois, il n'est le mandataire particulier que de trois clans onneyouts qui veulent la paix. Et ainsi il limite avec précision l'offre qu'il apporte.

Frontenac écoute ce discours, mais il a aussi devant lui les lettres du père Millet que nous ne connaissons pas. Sa réponse n'est guère enthousiaste. Il n'offre qu'un collier pour signifier qu'il garde un reste de tendresse pour ses enfants, qu'il attend que ceux-ci reviennent au bon sens, remplissent leurs devoirs envers lui et vomissent le poison de la désobéissance. Si les Onnontagués, les Goyogouins, les Tsonnon-touans sont aussi bien disposés que les Onneyouts, que chacune de ces tribus lui envoie deux de ses plus grands chefs, qu'à leur tête soit placé son grand ami, Teganissorens, et qu'une ambassade ainsi constituée vienne négocier la paix. Il la recevra bien et il l'écouterà. Dans le même temps, il accorde à Tareha tous les bons traitements imaginables, il le comble de cadeaux, libère l'un de ses parents qui était prisonnier.

A Albany, Peter Schuyler apprend assez vite tous les détails des pourparlers de Québec. Le 28 juillet, il les communique par lettre à Fletcher. Tareha est revenu, écrit-il; les lettres qu'il a rapportées pour le père Millet n'ont pas été interceptées, tel que promis en juin; les Onneyouts n'ont pas livré le père Millet. Bien plus, « le Jésuite a

autant d'autorité chez les Onneyouts que tout sachem et il gouverne les autres ».

De nouveau, Schuyler signale « combien fatigués de la guerre sont les Cinq nations ». A la demande des Français ou à leur instigation, une grande assemblée générale de toutes les tribus doit se tenir sous peu dans leur capitale, à Onnontaé. Elle étudiera probablement les conditions posées par Frontenac. Les Français auraient demandé aux Iroquois de ne plus pénétrer en Nouvelle-France, ils voudraient gagner du temps jusqu'au jour où ils pourraient attaquer les Anglais. Tareha fait grand état de leurs forces militaires. Toutefois, ils n'attaqueront pas l'Iroquoisie cet été. Schuyler n'attend rien de bon de l'assemblée qui doit avoir lieu; il faudrait empêcher les Iroquois de la tenir, mais sur ce point, il attendra les instructions de Fletcher.

Quelques jours plus tard, le 31 juillet, le père Millet écrit à M. Dellius, pasteur protestant auprès des Agniers. Il lui communique que Tareha est revenu du Canada avec un collier et une lettre de Frontenac. Celui-ci lui a exposé le principe qui le guide depuis son retour en 1689: la présente guerre ne concerne d'aucune façon les Iroquois qui pourraient demeurer neutres; il n'en tient pas à lui si les Iroquois ne vivent pas en paix. Toutefois, il est en état de leur résister et de les harceler. Pour leur donner le temps de prendre une décision, il a retenu les détachements qui devaient partir. Lui-même était sur le point de quitter Québec pour une expédition contre eux, mais il ne remuera pas avant deux mois. Il a invité chaque tribu à envoyer deux représentants pour négocier la paix, ces ambassadeurs ne seront molestés ni à l'aller ni au retour. Les Onneyouts chrétiens sont favorables à cette solution. Alors le père Millet souhaite que Dellius communique ces renseignements aux autorités anglaises pour que celles-ci n'empêchent point les conséquences bienfaisantes d'une paix que désirent les gens de bien et qu'il faut favoriser.

Cette lettre révèle bien les sentiments humanitaires du missionnaire. Il désire vivement la paix pour toute l'Iroquoisie. Mais sa démarche prouve qu'il sait que les Anglais peuvent mettre de sérieux obstacles aux négociations si ce n'est les empêcher, elle présuppose même qu'à son avis l'objectif ne sera pas atteint sans l'assentiment des deux grandes nations en cause, la France et l'Angleterre. Autrement, il n'aurait pas pris la peine d'écrire sa lettre. Jusqu'à quel point reflète-t-il l'avis et les convictions des Onneyouts et des Iroquois, en général,

c'est ce que nous ignorons. Toutefois, il faut noter que durant les prochains mois et même durant les prochaines années, ceux-ci agiront sous l'empire de cette idée. L'Alliance anglaise, ils ne peuvent maintenant la quitter qu'avec la permission de leurs alliés. Le missionnaire a-t-il écrit sa lettre de sa propre initiative ou avec le consentement de Frontenac ? On l'ignore.

D'après Colden, ce sont les Onnontagués qui ont pris l'initiative d'inviter les autres tribus à un conseil après le retour de Tareha. Ils envoient même une invitation aux Anglais qui tentent, mais vainement, d'empêcher le projet. Ils adopteraient même une attitude menaçante.

Devant le danger, Fletcher réagit avec violence. Lui, il ne veut à aucun prix que les Iroquois se retirent du conflit. Pour empêcher la défection probable de l'Iroquoisie, il mettra tous les moyens en œuvre. Pour la première fois, dans un jeu incessant qui durera pendant des années, il opposera une manœuvre anglaise à la manœuvre française. Anglais et Français deviennent comme des joueurs d'échecs ou de dames : à tour de rôle, ils poussent leur pion.

Cette fois, la riposte de Fletcher prend la forme d'une lettre qui sera lue devant le grand conseil iroquois à Onnontaé. Il l'écrit le 31 juillet 1693. Il se dit surpris d'apprendre que malgré les promesses que les Iroquois lui ont faites à Albany en juin, malgré leur alliance qui les lie et qui a été renouvelée, les Onneyouts aient reçu un collier du gouverneur du Canada et organisent maintenant une assemblée pour étudier la réponse à donner. Personne n'aurait dû se souiller les mains en touchant à ce collier. Tareha aurait dû le lui transmettre aussitôt de même que les lettres adressées au père Millet. Fletcher espère que ses alliés refuseront les propositions de Frontenac, et s'ils veulent prouver leur bonne foi, ils lui livreront enfin le missionnaire et ses lettres. Ce serait le moyen de ne pas briser les liens qui unissent de vieux amis. Puis viennent les ordres : sans sa permission, les Iroquois « n'écouteront pas le gouverneur du Canada ou tout autre » ; ils n'auront « aucune correspondance sans sa connaissance et sans son consentement ». Autrement, le traité sera rompu.

Pour bien comprendre la portée de cette lettre, il est bon de se souvenir qu'au temps de l'expédition de La Barre, les Iroquois pressés par le danger s'étaient rejetés du côté des Anglais. Ceux-ci les avaient pris au mot : à partir de cette date, ils les traitent comme des sujets anglais, ils réclament l'Iroquoisie comme possession anglaise. Mainte-

nant, ils déclarent leurs sujets iroquois incapables de conduire des négociations internationales sinon par leur entremise, avec leur consentement, sous leur surveillance. Cette théorie, les Français ne l'acceptent aucunement; pour eux, passer par Fletcher ou par l'Angleterre dans les négociations en cours, ce serait reconnaître la suprématie anglaise sur l'Iroquoisie, ce qu'ils contestent à fond. Alors, on voit tout de suite dans quelles difficultés inextricables vont s'engager les pourparlers. Mais les Iroquois ne peuvent-ils faire acte d'indépendance, passer outre aux volontés de Fletcher, agir comme nation libre? Le moins que l'on puisse affirmer, c'est que cet acte aurait été dangereux. La Confédération était affaiblie par la guerre; elle avait besoin des marchandises de traite d'Albany; de vastes étendues de forêt ne la séparaient pas des colonies anglaises. Sur ce point, la lettre du père Millet est symptomatique.

Pour utiliser à fond sa lettre, Fletcher la confie au major Dirck Wessel qu'il envoie à Onnontaé. Pendant longtemps, les Anglais et les Hollandais n'avaient pas pénétré en Iroquoisie. Depuis quelques années, ils doivent se rendre souvent à Onnontaé pour les grandes affaires de paix et de guerre.

Le major Wessel a laissé un rapport succinct de sa mission. Il quitte Albany le 5 août et atteint Schenectady le même jour; le 6, il atteint la première bourgade iroquoise; le 7, il dépasse la seconde et il atteint la troisième. Là, il lit aux Agniers la lettre du gouverneur. Toujours souples, les sachems agniers disent que les Sinèques ou tribus supérieures auraient dû rejeter les propositions de Frontenac sans tenir conseil. Ils ne s'y rendront pas, ils conseilleront aux Onneyouts de livrer le père Millet et ses lettres. Toutefois, l'affaire étant engagée, ils sont inclinés à se rendre dans la capitale. Le major n'étant pas de cet avis, ils s'abstiennent.

Le 9 août, Wessel se remet en marche. Bientôt, il rencontre les messagers officiels qui viennent convoquer les Agniers au conseil. Il les oblige à rebrousser chemin. Le 10, le groupe atteint la première bourgade des Onneyouts et, le 11, la seconde. Ici est le château fort du père Millet et la réception accordée au major n'est pas cordiale. Il fait lecture de la lettre de Fletcher, il demande que le Jésuite lui soit remis, il annonce que les sachems agniers ne se rendront pas à Onnontaé. Mais ici, il ne rencontre aucun acquiescement facile à ses volontés. Si les Tsonnontouans et les Goyogouins sont rendus dans la capitale,

pourquoi les Onneyouts ne s'y rendraient-ils pas ? C'est l'assemblée générale qui décidera le sort du père Millet, disent-ils, mais ils savent bien que les autres Iroquois ne toucheront jamais au Jésuite sans leur permission. Redoutant la présence de celui-ci au conseil, le major défend de l'y conduire. Sur ce point, le major obtiendra satisfaction.

Il se remet en route le 12 août et le 13 il arrive à Onnontaé, la capitale, sur la haute colline ronde. Il est bon de méditer un peu sur cet itinéraire. En huit jours, tout en perdant deux ou trois jours en délibérations, le major est parvenu dans le centre de l'Iroquoisie.

Tareha l'avait toutefois précédé, et il conduisait une vive propagande en faveur des Français. Wessel vante à son tour les forces militaires anglaises. Mais quel est son premier objectif ? Empêcher les délibérations sur les propositions de Frontenac. Le jour même de son arrivée, il réunit le conseil des Onnontagués et lui lit la lettre de Fletcher; il fait la même chose pour les Tsonnontouans ensuite et enfin pour les Goyogouins. Maintenant, les cinq tribus sont avisées de la volonté du gouverneur.

Mais l'assemblée générale a lieu quand même. Aussitôt, les Onneyouts profitent de l'occasion pour enregistrer leur plainte: le père Millet avait le droit d'être présent et d'exprimer ses opinions. Le major ne peut l'empêcher de parler. Les délibérations se continuent les 15, 16, 17 et 18 août. Le bref rapport de Wessel indique une lutte vive entre partisans de la paix et partisans de la guerre. Naturellement, le major intervient fréquemment: il se sert sans fin de la lettre de Fletcher qui est à sa façon une espèce d'ultimatum. Mais les orateurs iroquois lui répètent qu'ils ont déjà perdu un grand nombre de guerriers dans cette lutte, que les Anglais n'y prennent aucune part active, que les Agniers sont pratiquement détruits, qu'aucune grande attaque n'est montée contre la Nouvelle-France. Voilà de dures vérités. Même sans l'intervention du père Millet, la cause anglaise semble plus d'une fois perdue et Wessel ne sait plus quoi faire pour empêcher la défection.

A la fin, c'est le grand sachem des Onnontagués qui lui obtient une victoire, mais bien problématique. Comme il est malade, il prend peu de part aux débats, semble-t-il, mais il exerce une grande influence. Le 17, il se fait transporter devant l'assemblée et entonne le chant de guerre. Après quoi, nouvelle lecture de la lettre de Fletcher. Enfin, le 20 août, les quatre-vingts sachems présents adoptent les résolutions suivantes: ils observeront leur traité d'alliance avec le gouverneur de

l'Etat de New-York, ils rejeteront les propositions du gouverneur du Canada, ils n'enverront pas à ce dernier la grande ambassade officielle exigée. Toutefois, ils désirent soumettre une proposition à Frontenac: si celui-ci désire parler de paix avec les Iroquois, qu'il envoie ses ambassadeurs à Albany. Dirck Wessel s'oppose à tout geste de ce genre, il exige encore que le père Millet lui soit remis avec ses papiers. Sur ce dernier point, l'assemblée le renvoie aux Onneyouts qui sont les seuls maîtres du prisonnier. Puis elle en reste là.

Colden résumera les délibérations d'une façon un peu différente: les Iroquois auraient décidé que, vu leur alliance avec les Anglais, ils ne peuvent avoir la paix avec la Nouvelle-France tant que l'Angleterre et la France sont en guerre. Mais en même temps, ils auraient souligné leur besoin de paix; à ce moment même, ils appréhendent de violentes attaques.

Pour la seconde fois, on aurait pu croire que les négociations étaient à tout jamais brisées. Mais pas le moins du monde. D'après les documents anglais, les Iroquois cèdent à la fin. Peut-être le font-ils en paroles; peut-être qu'ils ne résistent pas de front. Mais une chose est sûre. Les pourparlers engagés par Tareha se continuent sans cesse et sans fin bien que les Anglais veuillent les arracher avec toutes leurs racines. Ils ne réussissent pas non plus à rejeter dans une lutte active leurs alliés récalcitrants.

Au mois d'octobre, voici de nouveau Tareha en Nouvelle-France. Il rapporte à Frontenac les décisions du conseil d'Onnontaé. Cette fois, il s'engage délibérément dans le chemin frayé par le père Millet dans sa lettre à Dellius. Les Iroquois craignent, dit-il, les détachements militaires qui font la garde autour de la Nouvelle-France et leurs ambassadeurs n'osent venir. Pour cette raison, ils ont planté l'arbre de la paix dans la ville d'Albany où les négociations peuvent avoir lieu, sous l'œil de Fletcher, naturellement. Cette proposition et le collier qui la symbolise, Frontenac ne peut les accepter: encore une fois, ce serait reconnaître que l'Iroquoisie est terre anglaise. Il parle rudement: les Iroquois ayant refusé ses ouvertures de paix, il saura les contraindre à la demander de nouveau. Mais il ne perd pas son amabilité pour autant. De nouveau, il donne de beaux présents à Tareha; il lui assure qu'il ne détruira pas les Onneyouts. Surtout, il traite avec beaucoup de considération la vieille Suzanne qui a accompagné Tareha parce qu'elle a voulu voir de ses yeux le grand guerrier

dont on parle tant en son pays, Frontenac. Cette Suzanne qui est tout un personnage dans sa tribu, rappelle d'une façon saisissante les saintes femmes qui accompagnaient parfois le Sauveur. C'est elle qui a accueilli avec un cœur ardent le père Millet après sa capture. D'un courage et d'une force d'âme peu commune, mais aussi d'une prudence habile, elle a défendu le missionnaire contre les manigances de ses compatriotes et des Anglais, elle lui a permis de poursuivre son œuvre d'apostolat, elle l'a gardé vivant parmi cette guerre effroyable, elle est à l'origine de son élévation sociale et de son grand prestige en Iroquoisie. Enfin, une espèce de sainte onneyoute non inscrite au calendrier. On a dit trop facilement que les Iroquois n'avaient pas massacré le père Millet parce qu'ils voulaient, au besoin, avoir sous la main un négociateur pour ouvrir des pourparlers avec la Nouvelle-France. Peut-être, dans une certaine mesure, depuis quelques mois, est-ce bien l'intention des Iroquois. Mais il ne faudrait pas oublier que le Jésuite a été fait prisonnier juste avant le massacre de Lachine, alors que la furie des Iroquois ne connaissait pas de bornes, et que Suzanne l'a défendu non-seulement contre les autres tribus, mais encore contre les Onneyouts non-chrétiens qui voulaient le massacrer. Son immense mérite, il ne faudrait tout de même pas le lui refuser.

Ainsi, soit par Tareha, soit par le père Millet, soit par les Iroquois catholiques, soit par les prisonniers que ses partis capturent même dans les environs d'Albany, Frontenac est joliment au courant de ce qui se passe en Iroquoisie. Sans doute, les négociations traînent, sans doute, les Onneyouts soumettent des propositions étranges et qui paraissent dilatoires; sans doute, ils se laissent dans une certaine mesure influencer et manœuvrer par les Anglais. Mais entre deux puissances hostiles, les Iroquois tentent-ils de se glisser avec souplesse vers la paix? Les chances de les neutraliser sont-elles bonnes? Frontenac répond affirmativement et il agit en conséquence. A la fin de cette année 1693 vient de se produire un autre événement qui est de nature à indisposer encore plus les Iroquois contre les Anglais. Ceux-ci ont monté en Nouvelle-Angleterre une vaste expédition maritime que l'on a redoutée en Nouvelle-France; mais en fin de compte, elle a été dirigée vers la Martinique où elle a subi un désastre. Plus que jamais, les Iroquois sont laissés seuls contre la Nouvelle-France. Est-ce l'effet de ce mécontentement que Peter Schuyler enregistre à Albany? Il écrit les phrases suivantes: « Je n'ai jamais tant mis en doute la fidélité de nos Indiens

que maintenant... Tout se passe comme s'ils étaient disposés à passer à l'ennemi aussitôt que celui-ci se présentera, ils sont fatigués de la guerre et nous ne pouvons rien obtenir d'eux sans une rémunération immédiate... » Schuyler demande aux Agniers de s'établir à proximité d'Albany avec leurs femmes et leurs enfants afin qu'ils puissent au besoin bénéficier de la protection du fort. Ces alarmes sont d'autant plus vives que Frontenac a reçu à l'été un renfort de quatre cents soldats. Fletcher l'a appris et il supplie les autres colonies américaines d'entrer avec la colonie de New-York dans une puissante ligue qui leur permettrait de détruire vite la Nouvelle-France. Faute de quoi, répète encore Fletcher, Albany peut subir une attaque l'hiver suivant, et « nos Indiens, dit-il, sont devenus très fatigués de la guerre et sont indifférents envers nous »; en plus, ajoute-t-il, « la première tribu de nos Indiens, appelés Agniers, est en grande partie détruite par la guerre ». Certains d'entre eux émigrent même en Nouvelle-France, et les Onneyouts indociles ne veulent pas remettre le père Millet. En un mot, les puissants Mohawks, comme les Anglais appellent les Agniers, eux qui depuis si longtemps répandent la terreur partout, ont vraiment reçu un coup mortel.

D'autre part, il n'existe plus à ce moment de cloison étanche entre l'Iroquoisie et la Nouvelle-France, pas plus qu'entre la Nouvelle-France et l'Etat de New-York. Chacun sait ce qui se passe partout. La partie d'échec se joue pour ainsi dire publiquement. Non pas que tous en chaque pays soient au courant de tout. Ainsi ces mêmes documents anglais indiquent que Fletcher apprend tout de suite ce qui s'est passé lors de la dernière visite de Tareha à Québec. Frontenac était furieux, disent-ils; il ne passerait pas par Fletcher pour faire la paix avec les Iroquois, il n'avait rien à faire avec Fletcher. Il ne traitera avec la nation iroquoise que directement; il est peiné de la voir si dégénérée qu'elle ne soit plus capable de prendre une décision toute seule, ou d'admettre les Français à ses conseils sans appeler les Anglais. Est-il exact qu'elle ne peut plus délibérer sans le concours de ces derniers et qu'elle leur soit entièrement soumise ? Puis il serait devenu sarcastique: autrefois la nation iroquoise était composée de cinq tribus; maintenant, elle en a adopté une sixième qui la gouverne et la conduit parce qu'elle est incapable de le faire. Ainsi Frontenac bat en brèche les arguments des Anglais auprès des Iroquois en excitant l'esprit d'indépendance de ceux-ci et ce que nous appellerions aujourd'hui leur nationalisme.

La tactique s'impose; elle aurait plus de force si elle était tout à fait sincère; mais la France affirme contre les Anglais que l'Iroquoisie est terre française et les Iroquois sujets français.

D'après les mêmes documents anglais, Frontenac aurait refusé tout d'abord le présent de Tareha: les ambassadeurs ne sont pas venus ainsi que promis et alors la guerre reprend. Subséquemment, il consulte les missionnaires qui conseillent de continuer les négociations. Il se ravise alors, accepte le collier, en envoie un aux Iroquois, et celui-ci a la même signification symbolique que celui du mois de juin: les négociations s'ouvriront à Québec si les Iroquois envoient deux délégués par tribu, mettent à leur tête Teganissorens. Lui, il a reçu des recrues pour la guerre; les Iroquois, eux, ne peuvent remplacer leurs guerriers abattus; il ne fait que commencer la guerre, il va suspendre maintenant la grande chaudière de guerre et il plaint ses pauvres enfants qui vont maintenant recevoir des coups.

Que feront les Anglais pour contrecarrer l'effet de ces menaces et la désaffection des Iroquois? Cette fois encore, il semble que Tareha se rende directement dans la capitale iroquoise pour rendre compte de sa mission car de nouveau, ce sont les Onnontagués qui prennent l'initiative de tenir une autre assemblée générale à Onnontaé. Le 22 novembre, ils envoient un message à Fletcher pour l'aviser en conséquence. Le messenger devra rencontrer Peter Schuyler à Albany et lui demander de ne pas s'opposer au départ des sachems Agniers et Onneyouts. L'invitation atteint les Tsonnontouans et les Goyogouins.

Fletcher reçoit son message le 1^{er} décembre; il veut que l'influence anglaise joue dans ce conseil comme elle a joué dans le précédent. Il ordonne tout de suite au major Ingoldesby de choisir Peter Schuyler pour cette mission et de l'envoyer sans retard à Onnontaé. Par on ne sait quel malentendu, le major ne reçoit que le 16 décembre cette lettre du premier du même mois. De plus, Schuyler retarde encore son départ, car des chefs iroquois lui disent, le 18, que les sachems sont en route pour Albany afin d'y tenir conseil.

Mais dans le même temps, l'assemblée avait lieu dans la capitale. C'est ce que Schuyler apprendra le 31 décembre. Deux sachems qui ont été présents aux délibérations lui rendent alors visite et lui font un rapport. Les propositions de Frontenac ont été mises en discussion. Cette fois, les Anglais n'étaient pas présents, mais le père Millet était sur les lieux, c'est même lui qui a rédigé le procès-verbal. Les deux

sachems ont ce document en mains et ils en demandent la traduction pour voir s'il est exact. Le major Ingoldesby croit que le jésuite a donné un sens trop large aux propositions des Iroquois. Elles étaient nettes. « ... En résumé, ils (les Iroquois) s'étaient entendus pour envoyer des délégués au Canada et faire la paix, ce que je crois qu'ils feront s'ils ne l'ont pas déjà fait, et s'ils le font et que les Français nous attaquent, je ne peux croire qu'ils resteront neutres, ils passeront plutôt à nos ennemis... » Il dira aussi ceci: « ... Les Indiens sont en général inclinés à la paix avec les Français du Canada ». La situation alarme à fond les Anglais; le 3 janvier, Peter Schuyler et Dirck Wessel partent pour l'Iroquoisie mais ils ne dépassent pas les villages des Agniers. Encore une fois, Tareha refuse de livrer à Schuyler les lettres adressées au père Millet et de venir lui-même à Albany rendre compte de sa mission.

Que s'est-il passé exactement à ce grand conseil d'Onnontàé ? Des versions différentes donnent des détails joliment précis. Et tout d'abord, que les Iroquois ont bien voulu que les Anglais ne soient pas présents: leur message informant Fletcher est du 22 novembre, l'assemblée devait avoir lieu dans un délai de dix jours; le délai était expiré quand le Gouverneur reçoit la convocation. D'un autre côté, le père Millet est appelé par les sachems en assemblée.

En réponse aux propositions de Frontenac, les Iroquois décident d'envoyer deux colliers. Le premier est composé de grains de nacre carrés, noirs sur fond blanc; il indique que les Iroquois sont unanimes dans leur résolution d'envoyer une ambassade à Frontenac selon la forme que celui-ci a prescrite. Voici ce que les ambassadeurs lui diront en substance: Nous voici, père, devant vous, sur votre natte; et voici, parmi les délégués; Teganissorens que vous avez appelé, qui craignait pour sa vie, mais qui, à la fin, s'expose aux dangers pour le salut du pays. Parlez le premier, les Iroquois n'ont plus d'esprit, ils verront ensuite s'ils peuvent vous donner satisfaction.

Le second collier est fabriqué presque en entier de grains noirs. D'après une lettre du père Millet à Dellijs, il symbolise une demande à Frontenac de renverser la chaudière de guerre, c'est-à-dire d'arrêter le cours des hostilités s'il n'avait déjà pris une décision définitive. Toutefois, au mois de février, les Iroquois eux-mêmes en donneraient une explication plus affolante encore pour les Anglais; ce collier signifiait qu'ils renversaient la chaudière de guerre. que non-seulement ils la brisaient, mais brisaient ensuite les grands morceaux de cette chau-

dière en menus morceaux. En d'autres mots, ils cessaient les hostilités, ils cessaient les préparatifs militaires. D'après la consternation qui régna alors chez les notables d'Albany, il est sûr que les Iroquois avaient pris cette résolution. Les ambassadeurs se rendraient à Québec dans un délai de cinquante jours. Le père Millet serait l'un des ambassadeurs. A cette réunion assistait un autre prisonnier français, probablement Joncaire, à qui était arrivée une aventure semblable à celle du père Millet et qui avait droit de prendre part aux délibérations.

En un mot, au débat du mois de décembre 1693, Frontenac triomphe sur toute la ligne. Son interprétation des faits, des rapports, des lettres, est exacte. Il a acculé les Iroquois à la paix. Celle-ci n'est pas officielle, mais en pratique, elle est déjà en vigueur, elle restera même en vigueur à l'avenir, malgré les accrocs qui pourront survenir. L'Iroquoisie ne reprendra jamais vraiment la guerre. Elle n'est plus en état de la faire.

Toutefois, la bataille diplomatique se continuera longtemps. L'Iroquoisie est une démocratie, et ainsi elle est bavarde; tout se sait; la présence de deux factions adverses assure la divulgation des secrets. D'un autre côté, elle doit procéder avec prudence du côté des colonies anglaises qui peuvent être pour elles encore plus dangereuses que la Nouvelle-France, savoir à chaque pas, jusqu'à quel point elle peut aller, ne pas exciter l'exaspération. Vingt ans plus tôt environ, les Andastes, une nation du même sang, située au sud, et qui lui avait livré pendant des années des combats à mort, était disparue soudainement, dans des circonstances mystérieuses, encore mal connues de l'histoire, mais où l'on a soupçonné la main des blancs. D'autre part, faut-il s'étonner de la souplesse des Iroquois entre les mains des Anglais? Leurs relations avec eux avaient été harmonieuses, fructueuses presque tout le temps, tandis que leurs relations avec la Nouvelle-France avaient été tourmentées et souvent sanglantes.

Une fois avisé des délibérations du conseil d'Onnontaé, Peter Schuyler envoie un messenger aux sachems pour les sommer de se présenter à Albany dans les premiers jours du mois de février 1694 selon la résolution qu'ils avaient prise antérieurement de ne négocier la paix avec les Français que dans cette ville et avec la participation des Anglais. Les Iroquois accèdent à cette demande. Le 2 février, leurs représentants sont à Albany, dans l'hôtel de ville. Des échevins, des notables, les spécialistes des affaires iroquoises assistent aux délibé-

rations. Celles-ci dureront une douzaine de jours. Dans leur sobriété, les procès-verbaux indiquent l'intensité de la bataille qui se livre. Les Anglais veulent à tout prix reconquérir leurs alliés et les empêcher de mener à leur terme logique les pourparlers entamés par Frontenac.

Au début, l'un des assistants résume l'histoire des négociations de Tareha. Craignant le même sort que les Agniers, les Sinèkes se sont rendus en Nouvelle-France et ont promis d'envoyer des ambassadeurs. Puis ensuite, le 3 février, c'est Peter Schuyler qui prend la parole. Il attaque avec violence les décisions que les Iroquois ont prises à Onnontaé; non-seulement ceux-ci ont alors manqué à leurs engagements, mais ils ont fait preuve de perfidie et de trahison. « Vous pouvez être assurés que Son Excellence... ne sera pas satisfaite de vos excuses et de vos raisons dans une affaire aussi importante, après l'engagement que vous avez pris de ne rien faire sans sa connaissance et son consentement... ». Le conseil qui a été tenu à Onnontaé, aurait dû l'être à Albany et en présence des Anglais. Sur l'ordre de Fletcher, Schuyler leur commande maintenant « d'arrêter toute correspondance avec les Français, de ne pas envoyer des ambassadeurs au Canada, et, au contraire, de livrer le prêtre Millet, qui révèle toutes vos actions ».

Il s'engage ensuite dans un plaidoyer à fond pour retenir les Iroquois dans l'alliance anglaise. Il rappelle leurs chefs que Denonville a fait prisonniers à Katarakouy, les expéditions de la Nouvelle-France contre l'Iroquoisie, les ancêtres qui ont combattu les Français avec courage; il parle de la perfidie française et de la bienveillance anglaise. Il s'attaque à la consternation, au découragement, à la confusion qui ont régné chez les Agniers après la destruction de leurs bourgades; les Anglais n'ont-ils pas accouru pour les soutenir ? Les faits ne justifient pas la panique.

Enfin, pour rompre ce mouvement vers la paix, Schuyler soumet une proposition dilatoire: il demande aux sachems d'être présents à Albany dans soixante-dix jours pour y rencontrer le gouverneur lui-même, Fletcher. S'ils viennent à Albany, ils ne seront pas à Québec. Schuyler veut ainsi gagner du temps, tant la situation lui paraît désespérée. « Les sachems, écrira-t-il à Fletcher, sont certainement, comme Son Excellence le constatera, frappés de terreur et en même temps fatigués de la guerre, et n'ont pas beaucoup de confiance dans nos forces pour les soutenir contre la puissance accrue des Français »; les nouvelles qu'il a reçues du conseil d'Onnontaé sont encore pires que celles

qui lui étaient d'abord arrivées; heureusement qu'il n'a pas assisté à ces délibérations, car « là, dit-il, j'aurais tout à fait désespéré de jamais obtenir ce que j'ai obtenu du conseil d'Albany ».

Les habituels procès-verbaux ne sont pas loquaces. Durant les dix jours qui suivirent le discours de Schuyler, les Anglais tentent d'influencer les sachems. Se servent-ils même de la menace ? Sur ce point, il est peut-être bon de consulter une lettre du pasteur Delliuss en qui le père Millet avait placé sa confiance. Il a usé de son influence pour maintenir les Iroquois dans l'alliance anglaise. Il a d'abord dit aux Agniers qu'ils n'avaient pas à suivre les décisions des autres tribus puisque celles-ci ont agi indépendamment d'eux. Puis il a dit aux Sinèkes, — et ici apparaît la menace voilée —, qu'ils ne pouvaient faire la paix avec Frontenac sans briser du même coup leurs traités et leurs alliances avec les Anglais des diverses colonies américaines. Les deux sont incompatibles. Si les Iroquois passaient outre, « ils deviendraient avec le temps les ennemis de tous les Indiens et de tous les chrétiens de ce et des autres gouvernements », c'est-à-dire les ennemis, non-seulement de l'Etat de New-York, mais encore des autres colonies, et des blancs et des Indiens qui y vivent. Dans cette même lettre à Fletcher, Delliuss écrit encore qu'il a représenté aux Iroquois qu'ils ne recevraient plus de secours s'ils faisaient la paix; « Et, en conséquence, s'ils persévèrent dans ces négociations, ils les trouveraient très pernicieuses pour leur peuple et pour leur pays ». D'autre part, les délibérations antérieures prouvent bien que les Iroquois connaissaient la force de toutes ces colonies américaines dont la population dépassait de beaucoup celle de la Nouvelle-France, et que la moindre union de leur part aurait mis Frontenac aux abois.

De nouveau, les sachems iroquois ne parlent pas fort devant leurs alliés. Au lieu de prendre une décision définitive sur la motion dilatoire de Fletcher, ils proposent de la soumettre aux guerriers des cinq tribus à Onnontaté. C'est eux qui décideront. Cet échappatoire leur est refusé. A la fin, les Iroquois affirment leur volonté d'envoyer un Agnier et un Onnontagué aux Iroquois catholiques de Montréal pour leur dire que Fletcher les ayant convoqués à Albany, ils ne pourront se rendre au Canada à la date indiquée. Ce subterfuge est pour eux une manière détournée de mettre Frontenac au courant des faits. Schuyler voudrait bien leur interdire cette démarche, mais crainte de pire, il l'accorde après avoir pris l'avis des notables.

Alors, ce conseil est une défaite pour les Français ? Mais pas du tout. Les Iroquois cèdent momentanément comme d'habitude aux fortes pressions exercées sur eux, ils plient, mais ils persévèrent dans leurs intentions. C'est d'ailleurs ce que les Anglais devinent bien. Ils ont gagné du temps et c'est tout. Robert Livingston écrira la phrase suivante: « Je crains que rien n'empêchera leur inclination à la paix avec l'ennemi... ». Deux jours après le conseil, Delliuss se prononcera aussi: « Il est presque incroyable à quel point les Indiens sont inclinés à faire la paix avec les Français... ». D'ailleurs Fletcher sait bien lui-même à quoi s'en tenir. A la fin du mois de janvier, voici ce qu'il avait écrit: « Nos Indiens étudient maintenant des ouvertures de paix du comte de Frontenac et brisent tous leurs traités et engagements avec nous, ils voudraient bien être neutres, mais on doit beaucoup craindre que les Français ne le leur permettent pas, mais les fassent entièrement leurs... ». Il importe de retenir la phrase: « Ils voudraient bien être neutres ». Evidemment, laissés à eux-mêmes comme ils l'étaient, ils sont engagés dans une bataille qui dépasse leurs forces et ils s'en rendent compte. Hurons, Outaouais, Miamis dans l'ouest, soldats français, Canadiens, Iroquois catholiques, autres Indiens alliés dans l'est, leur infligent depuis quatre ans des pertes sensibles et malmènent, et parfois, détruisent leurs détachements. Bon an, mal an, le nombre des tués est grand. Si l'on se souvient que cette nation engageait autrefois des négociations de paix, et même faisait la paix, pour sauver la vie de quelques prisonniers, on se rendra mieux compte de leur état d'esprit actuel. Mais la neutralité qu'ils espèrent n'est pas facile à atteindre maintenant.

Trois Agniers se présentent à Montréal à la fin de février. Veulent-ils simplement parler aux Iroquois catholiques, tel que convenu ? Non pas. Ils veulent rencontrer Frontenac et celui-ci les reçoit mal. Il repousse du pied les colliers qui lui ont été envoyés. Cette fois, il présente un ultimatum: ou l'ambassade qu'il a convoquée sera au Canada dans deux lunes, ou tous les pourparlers seront interrompus et les délégués qui se présenteront après cette date seront brûlés. La guerre recommencera.

Alors menacés par Frontenac, probablement menacés ou soudoyés par Fletcher, les Iroquois envoient des ambassades aux Anglais et aux Français, à Albany et à Québec.

A Albany, le Conseil se réunit devant Fletcher le 4 mai. D'après

Colden, les Iroquois auraient dit le fond de leur pensée. Ils soutiennent leur droit à s'assembler et à discuter entre eux leurs problèmes. Ils ont continué leurs relations avec la Nouvelle-France. Un messenger leur est venu de ce pays. Et maintenant l'ambassade exigée par Frontenac est partie. « La seule raison... pour laquelle cette ambassade a été envoyée pour faire la paix avec les Français est l'état de faiblesse à laquelle nous sommes réduits, pendant qu'aucun de nos voisins ne nous envoie la moindre assistance, de sorte que le fardeau entier de la guerre retombe sur nous seuls ». Ni l'Etat de New-York, ni le Connecticut, ni la Pennsylvanie, ni le Maryland, ni la Virginie, bien qu'ils aient des traités avec les Iroquois, ne leur viennent en aide.

A Québec, c'est une tout autre chanson et l'on peut dire que Frontenac triomphe maintenant sur toute la ligne. L'ambassade qu'il a demandée est enfin arrivée. Le 24 mai, elle se présente dans la salle du conseil souverain devant le gouverneur, des notables, de nombreux Iroquois catholiques ou autres parmi lesquels il faut signaler Oureouare, La Plaque.

Dans cette délégation, on n'a pas confié à Teganissorens, l'ami de Frontenac, le chef du parti francophile, le rôle de premier orateur. Ses collègues le lui cèdent maintenant. Il est un Indien de belle prestance et qui produit une excellente impression sur ceux qui le rencontrent. Il parle avec douceur et modestie. Aussitôt il commence à expliquer la signification des colliers qu'il apporte.

Ce sont les prédécesseurs de Frontenac, dit-il, qui sont responsables de la guerre actuelle; ils ont châtié trop durement les Iroquois, ils les ont battus de verges. Alors ceux-ci se sont impatientés, ils ont perdu l'esprit, la colère les a conduits plus loin qu'ils ne voulaient. Maintenant, ils ont demandé à leurs alliés de ne plus combattre les Français; que ceux-ci fassent de même. A la place de Charles Le Moyne qui représentait particulièrement leurs intérêts auprès des Français, qui était comme leur chargé d'affaires, ils ont maintenant choisi Longueuil et Maricourt; ils ont adopté Le Ber comme leur frère. Ces personnages exprimeront leurs points de vue. Les Iroquois du Sault, de la Montagne et de Katarakouy peuvent être aussi des truchements.

Teganissorens dit qu'il oubliera les chefs iroquois qui ont subi la mort ou la captivité; il ne parlera pas de vengeance; il ne fera même pas allusion aux Iroquois de l'ouest qui, dans le moment même,

sont exposés à des massacres aux mains des Indiens alliés. Il demandera à Frontenac d'oublier de même sa rancœur.

Lui, Teganissorens, il se souvient de l'époque de paix qui a suivi la fondation du fort Katarakouy; Français et Iroquois se rencontraient chaque année à cet endroit pour ajuster leurs relations. Il voudrait ressusciter ces temps heureux. La terre y est maintenant imprégnée du sang qui a été versé; mais il faut la fouir pour en effacer toute trace. Et, ajoute-t-il, « nous nettoierons la natte de ce fort afin que disparaisse toute trace de sang et que nous puissions y traiter de la paix avec notre Père, et nous y rencontrer comme nous avons fait par le passé ».⁽¹⁾ Le chemin jusqu'à Katarakouy, il faut maintenant couper les broussailles et les halliers qui l'obstruent et rendre navigables les rivières qui y conduisent. Pour sa part, Teganissorens les débarrasse maintenant de tous obstacles. Il prépare une natte à Katarakouy; les représentants des deux peuples pourront s'y asseoir pour discuter leurs affaires. Le feu du conseil s'allumera là. Un jour, le soleil rayonnant de la paix y luira au-dessus des têtes pendant que des relations harmonieuses s'établiront entre les deux peuples.

Tout de suite se pose la question suivante: dans quelle mesure Teganissorens représente-t-il le sentiment de ses compatriotes lorsqu'il prononce des paroles d'une telle importance? C'est le père Millet qui donne la réponse: dans une lettre envoyée à l'avance il a décrit les présents envoyés à Frontenac et il a donné un sommaire des discours qui seraient prononcés. Et les Français jugent que Teganissorens a suivi les instructions reçues. Celui-ci libère maintenant deux prisonniers français qu'il avait amenés et deux prisonniers iroquois de la Montagne; plus tard, tous les prisonniers français en Iroquoisie seront rassemblés et ramenés.

Frontenac régale les ambassadeurs, il les reçoit à sa table. Divers entretiens particuliers ont lieu. Deux ou trois jours plus tard, il donne sa réponse. Je suis heureux, dit-il aux ambassadeurs, « que vous souhaitiez une paix générale ». Pour sa part, il est disposé à oublier le passé et à suspendre la hache prête à tomber. Que dans un délai de quatre-vingts jours les Iroquois ramènent le père Millet, tous les prisonniers français et Indiens qui vivent en Iroquoisie; lui, il libérera les Iroquois captifs en Nouvelle-France et la paix sera faite. Tout de suite, il élargit deux Agniers et trois femmes iroquoises.

(1) La Potherie, *Histoire de l'Amérique Septentrionale*, III, 209.

Comme on le devine bien, Frontenac a écouté avec une attention particulière le passage du discours de Teganissorens relatif au fort Katarakouy, qu'il a construit, que Denonville a abandonné après le massacre de Lachine. Il a voulu le sauver, il était trop tard. Bien que la cour ne soit guère favorable à ce projet, il a affirmé qu'il le réoccuperait si les circonstances l'exigeaient. Alors, aujourd'hui, il déclare aux ambassadeurs qu'il est prêt « à nettoyer le sang qui a été répandu de part et d'autre dans le fort Frontenac »... il se rendra au souhait des Iroquois « que l'on y plante de nouveau ce bel arbre... où l'on faisait de si bonnes affaires... Je vous assure que j'y travaillerai aussi de mon côté au plus tôt, et d'une manière que ses racines seront si profondes et si affermies, que rien ne sera plus capable de l'ébranler ». ⁽²⁾

Dans cette guerre, la réoccupation du fort Frontenac est maintenant d'une actualité que tous saisissent. Elle est l'acte prochain qui s'impose. Aucune expédition sérieuse ne peut se conduire contre les Anglais sans que les Iroquois aient été d'abord neutralisés, soit par un traité de paix, soit par une mise hors de combat. Autrement, ceux-ci la prendraient à revers et pourraient couper ses lignes de communications. Déjà, les Agniers sont presque détruits. Il reste les quatre tribus supérieures qui occupent une région très éloignée. Comment les atteindre de Montréal ? Si les détachements qui s'éloignent de Montréal pour le pays des Agniers, souffrent ordinairement de la famine au retour, doivent voyager à toute vitesse, qu'advierait-il à ceux qui attaqueraient les Onnontagués ou les Tsonnontouans au sud du lac Ontario ? Les premiers partent du fort Sainte-Anne à l'entrée du lac Champlain; les seconds ont besoin aussi d'une base à proximité du pays ennemi; dans le passé ils portaient du fort Katarakouy où s'entassaient vivres et munitions. En plus, Katarakouy était le lieu d'où l'on pouvait inspirer une crainte salutaire aux tribus iroquoises les plus fortes; quand le poste n'existe pas, elles se sentent hors de l'atteinte des Français et ne les respectent guère.

Les Iroquois comprennent bien cette situation. Quand, après le raid de Manthet, Frontenac fait construire des embarcations, ils savent bien à quoi elles serviront. Une attaque contre les Sinèkes suivra la réoccupation de Katarakouy. Cette solution ne suscite guère l'enthousiasme de Frontenac. Pour lui, les Iroquois ne sont pas les ennemis principaux. Il s'engagera dans des opérations longues, difficiles, qui

⁽²⁾ La Potherie, III, 218.

le conduiront à quoi ? A brûler des bourgades et des approvisionnements de maïs. C'est quelque chose. Mais il aura toujours les Iroquois dans le dos s'il veut attaquer les Anglais. Evidemment, la paix vaudrait mieux. Mais la paix doublée par la réoccupation du fort Katarakouy qui lui permettrait de surveiller de près les Iroquois supérieurs. C'est pourquoi, renseigné par le père Millet, il entame les négociations de paix.

Celles-ci ne pouvaient être simples. En premier lieu, elles s'em-bourbent dans la dispute relative au statut de l'Iroquoisie. L'Iroquoisie est-elle encore indépendante ? Elle est engagée dans une ancienne alliance avec l'État de New-York. Elle ne peut sans danger mécontenter les colonies anglaises qu'elle sait puissantes. Il se peut même que Teganissorens ait demandé la réoccupation de Katarakouy pour avoir des troupes françaises à portée de la main dans le cas où ces colonies seraient mécontentes d'une paix avec les Français, et tenteraient, soit commercialement, soit militairement, de l'étouffer. En second lieu, Frontenac doit ménager ses Indiens alliés de l'ouest, Hurons et Outaouais, qui craignent toujours que les Français fassent leur paix sans s'occuper d'eux, les laissant exposés aux représailles des ennemis. Ou ils prennent les devants, ou ils commettent des actes qui amènent une rupture des négociations.

Ainsi les deux problèmes alourdissent et ralentissent les négociations. C'est toute une histoire que les manœuvres de Frontenac pour bien garder en main ses Indiens alliés et obtenir aussi la paix pour eux. Quant au problème relatif au statut de l'Iroquoisie, il se pose encore dans les présentes délibérations. Cette fois Teganissorens dit que les Iroquois ne veulent pas seulement faire la paix entre eux et les Français, mais entre les Anglais et les Français. Pour ses compatriotes, les deux se tiennent. En réalité ni Frontenac, ni Fletcher n'ont d'autorité en cette matière. Aussi Frontenac donne maintenant sa réponse : parlant des Anglais, voici ce qu'il dit : « La guerre que j'ai avec eux n'a rien de commun avec celle que j'ai avec vous ». Si ces gens désirent la fin des hostilités, ils doivent le demander en leur propre nom. Il ne peut pas écouter les Iroquois parlant en leur nom. La question demeure en suspens. Les Anglais voient bien que si les Iroquois cessent les hostilités, ils demeureront seuls en butte aux coups de Frontenac et ne prisent guère cette éventualité. La question revient toujours de la façon dont elle a été posée par le père Millet, ou dans des termes équivalents.

L'emprise de l'État de New-York sur l'Iroquoisie est si forte, que même après l'expédition de Frontenac contre les Onnontagués, même après la signature de la paix entre la France et l'Angleterre, même après les expéditions sanglantes des Indiens alliés que Frontenac lancera encore contre les Tsonnontouans, il faudra de longues négociations pour amener les Iroquois à Montréal pour la paix générale.

Il fait peu de doute que cette emprise s'explique en bonne partie par la crainte. Ainsi leurs ambassadeurs quittent maintenant Montréal au milieu de grandes espérances françaises. Des entretiens particuliers ont ajouté du poids aux délibérations publiques. Mais comme d'habitude, Fletcher est bientôt au courant de ce qui s'est passé à Québec. A son tour, il convoque immédiatement à Albany les sachems iroquois. Le 15 août 1694, il est présent devant eux dans cette dernière ville. Et pour bien impressionner ses auditeurs, il s'est fait accompagner d'une bonne partie du Conseil de sa colonie. De plus, pour montrer qu'il n'est pas seul en cette affaire, il a aussi appelé des représentants d'autres colonies américaines. Parmi les hauts personnages présents, voici Andrew Hamilton, gouverneur du New-Jersey; John Pinchon, Samuel Sands et Pen Townsend qui représentent le Massachusetts; John Hanley et le capitaine Stanley qui représentent le Connecticut. Si les Iroquois redoutent la Nouvelle-France, combien ne doivent-ils pas redouter encore plus des colonies dont la population est infiniment plus considérable ?

Le 13 avril 1694, le comité du Commerce et des Plantations, à Londres, a fixé le nombre d'hommes que le Connecticut, le Rhode-Island, le Massachusetts, la Virginie, le Maryland, la Pennsylvanie, le New-Jersey doivent fournir dans le cas d'une attaque contre New-York. Fletcher reçoit ses instructions en conséquence. Le principe est posé, mais d'obtenir l'assistance voulue est problème compliqué et difficile. Cet ébauche de collaboration peut aussi être significative pour les Iroquois.

D'après Colden qui est le seul à fournir des renseignements sur cette assemblée fatidique, les sachems auraient parlé tout d'abord d'une façon sarcastique: « Nos voisins sont assis tranquilles et fument à leur aise. La chair est fondue sur nos os, mais elle s'est placée sur les os de nos voisins, qui deviennent gras pendant que nous devenons maigres... Si nous nous unissions tous cordialement et saisissons la hache dans nos mains, notre ennemi commun serait vite détruit » Ce rapport

paraît un peu fantaisiste. Selon Colden, Teganissorens se serait opposé à la réoccupation de Katarakouy: « Nous ne consentirons pas que vous reconstruisiez ce fort... »; puis Frontenac aurait promis de ne rien entreprendre contre les Anglais, ce qui est tout à fait incroyable. D'autres parties paraissent plus plausibles. Ainsi les Iroquois auraient dit aux Anglais qu'ils « ne pouvaient plus continuer la guerre sans assistance ». Fletcher leur aurait défendu de permettre la réoccupation de Katarakouy: « Si vous permettez aux Français de construire en quelque part sur ce lac, ce sera la fin de votre liberté... »

Où est le procès-verbal détaillé de cette réunion ? Elle marque un point tournant, tout comme celle du mois de juin 1689. Les sachems retournent ensuite dans leur pays et là, ils étudieraient entre eux, à la lumière des paroles de Fletcher, les propositions du Gouverneur du Canada.

Un fait est certain. A partir de ce moment, Fletcher ne redoute plus ou redoute moins la défection des Iroquois. Voici un extrait de l'une de ses lettres: « J'ai des espérances d'empêcher les Indiens de s'en aller du côté des Français. Un présent du Roi et l'apparition des Compagnies que j'attends chaque jour les rivera à leur alliance. Je constate que les sachems ont été tellement influencés par mon dernier traité, qu'ils ne se sont pas rendus au Canada et qu'ils ont abandonné de correspondre avec le gouverneur français ». En d'autres mots, les présents auraient été fastueux et auraient été accompagnés d'une démonstration de force qui aurait rendu les colonies anglaises plus dangereuses aux Iroquois que la Nouvelle-France. Quelques mois plus tard, le 29 mai 1695, il donnera des rapports rassurants aux Lords du commerce et des plantations. Depuis le dernier conseil tenu à Albany, il voit que les Iroquois ne sont plus disposés à écouter les propositions du Gouverneur du Canada. Frontenac est furieux, dit-il, et il menace de détruire Onnontaé, d'assaillir les Onnontagués qui ont manqué à leur promesse de se rendre en Nouvelle-France pour conclure la paix. Au mois de novembre de cette même année 1694, Fletcher écrit aux mêmes lords du commerce et des colonies, pour leur demander de l'assistance: il veut donner de très beaux présents aux Iroquois, des présents hors de l'ordinaire. Le Comité lui accordera 200 louis pour l'acquisition de toute une série d'objets, dont Fletcher a dressé lui-même la liste et qui contient des pièces de vêtements, des couteaux, du tabac, cinquante chaudières de cuivre, cinquante fusils, deux mille

livres de plomb, douze barils de poudre. Et cette liste prouve de nouveau que ce sont toujours les Anglais qui, aujourd'hui comme autrefois, arment les Iroquois contre la Nouvelle-France. C'était de bonne guerre, dira-t-on, de 1689 à 1695, puisque Angleterre et France avaient résolu de régler leurs différends par la force armée. Peut-être.

Toutefois, la victoire de Fletcher vers la mi-août 1694, n'était ni complète ni définitive, comme les événements devaient le prouver. Il a surtout ramené à lui les Onnontagués, la tribu centrale, et dans le mesure où l'on peut ramener une démocratie: c'est-à-dire qu'une partie des sachems lui deviennent favorables, tandis que la minorité lui est opposée. Peut-être que les Onneyouts ont aussi été touchés par sa propagande, mais c'est moins sûr. Quant aux Goyogouins, et surtout quant aux Tsonnontouans qui forment la tribu la plus nombreuse et la plus puissante, ils continuent à négocier avec Frontenac. Leur attitude prête aux soupçons. Dans le même temps où ils envoient des délégués à Frontenac, ils en envoient aussi aux Hurons et aux Outaouais; ils veulent se débarrasser de ces molosses qui leur infligent de cruelles morsures; il est à peu près sûr qu'ils veulent amener leurs ambassadeurs à Albany pour établir la paix en présence des Anglais. Frontenac saura contrecarrer cette manœuvre dangereuse qui le priverait de ses alliés Indiens. Mais d'un autre côté, il était aussi logique que l'Iroquoisie cherche à ce moment à se débarrasser de tous ses ennemis, soit les Français dans l'est et les Indiens alliés dans l'ouest.

Aussi, la victoire de Fletcher n'est pas assez totale pour ramener sur le théâtre des hostilités une Iroquoisie unie, compacte, ardente, comme celle de 1689. En pratique, celle-ci continue à demeurer neutre, ou peu s'en faut. Il semblera au printemps de l'année 1695 que les hostilités vont se rallumer. Mais aucune attaque n'assumera l'ampleur d'autrefois.

D'autre part, les négociations se continuent après le mois d'août 1694. L'espérance ne meurt pas tout de suite. A son tour, Frontenac met tout en œuvre pour éviter une défaite diplomatique. Il a de nombreux agents pour agir en Iroquoisie. Le père Millet, Joncaire, Oureouaré, entre autres, se dévouent à fond à la cause française et remportent des succès qui ne sont pas négligeables.

Les Tsonnontouans et les Goyogouins organisent, par exemple, une ambassade de paix qui vient en Nouvelle-France. Elle ramène treize prisonniers. Parmi ces derniers, il faut signaler Joncaire, Hertel,

La Frenière. Le père Millet sera libéré à la même époque. Oureouaré parle en leur nom. « C'est tout de bon que vos enfants les Tsonnon-touans et Goyogouins vous demandent la paix par le moyen de votre fils ». ⁽³⁾ Ils enterrent la hache de guerre; ils sont persuadés que les autres tribus enverront leurs ambassadeurs sous peu, peut-être arriveront-ils dans trente jours. Des sachems se sont rendus à Albany pour parler à Fletcher, ils y délibèrent sur les propositions que Teganissorens a rapportées de Québec. Plus tard, les ambassadeurs reviendront à Québec.

Le conseil au sein duquel se prononcent ces paroles est du commencement du mois de septembre 1694. Naturellement, Frontenac n'est pas satisfait de ces déclarations. Les délégués ne représentent que deux tribus; ils ne donnent pas de réponse nette au sujet de la paix à négocier avec les Indiens alliés. Frontenac accepte le collier relatif à la libération des prisonniers. Il donnera sa réponse pour la paix quand les ambassadeurs des Onneyouts, des Onnontagués, des Agniers seront aussi présents, c'est alors seulement qu'il renversera la chaudière de guerre; il ne détruira pas cette chaudière tant que les représentants des cinq tribus ne seront pas devant lui, demandant une paix générale en y incluant les Hurons, Outaouais et Miamis.

Des réjouissances et des festins durent ensuite deux jours. Un second conseil a lieu. Frontenac se déclare de nouveau heureux d'avoir devant lui les représentants des Goyogouins et des Tsonnon-touans. Il les remercie pour la libération des prisonniers. De nouveau, il remet sur le tapis la question des Indiens alliés. Les ambassadeurs ne peuvent donner des explications satisfaisantes. Il semble clair que les Iroquois intriguent auprès de ces tribus contre les Français. Enfin, Frontenac présente de nombreux cadeaux. Mais il avertit bien les délégués que leurs tribus, elles aussi, seront frappées à moins qu'elles ne se séparent nettement des autres. A ce moment, il semble déjà que l'on soit au courant à Québec d'une scission qui se serait produite en Iroquoisie entre tribus décidées à faire la paix avec la Nouvelle-France et tribus opposées.

Après le départ des délégués, Frontenac tient un conseil avec les Indiens alliés. A ce moment, il devine et, tout probablement, il sait que les Iroquois lui échappent peu à peu. Alors, il annonce à ses auditeurs qu'il recommencera la guerre le printemps prochain. Il les

⁽³⁾ La Potherie, III, 232.

exhorte à lancer des détachements de guerriers contre les ennemis communs; que tous tournent leurs armes contre lui.

Goyogouins et Tsonnontouans ont envoyé des délégués, tel que promis. A la fin du mois d'octobre, ou au début de novembre, les Onneyouts viennent à leur tour remplir leurs engagements. C'est de nouveau Tareha qui est à la tête de la délégation. Cette fois, il ramène son ami, le père Millet, qu'il libère officiellement. Il élargit aussi trois ou quatre Français. Enfin, il présente des colliers de la part des cinq tribus, et, en particulier des Onnontagués. Joncaire se fait le porte parole des Tsonnontouans. Au nom de tous les Iroquois chrétiens d'Iroquoisie, le père Millet offre un présent pour demander la paix.

Malheureusement, toutes ces démarches sont vaines parce que Frontenac n'a pas encore devant lui la grande ambassade iroquoise qui représenterait officiellement tout le pays et qui l'engagerait par des signatures. Que les Agniers soient absents, passe encore parce que leurs restes sont franchement tombés sous la domination anglaise; vivants aux portes d'Albany, ils ne peuvent plus guère faire preuve d'indépendance. Mais les Onnontagués ? Leur attitude tranche sur celle des autres tribus. Ils sont « les Iroquois les plus dévoués aux Anglais et ils avaient été les adversaires les plus énergiques des négociations de paix durant les années précédentes ». Ce sont eux qui ont le moins souffert de la guerre. Tsonnontouans et Goyogouins ont été harcelés par les Indiens alliés, ils ont subi des pertes considérables, ils ont dû conserver continuellement entre leurs frontières une partie considérable de leurs forces, comme le dit Colden, pour se défendre contre les raids. Dans l'est, les Agniers ont été presque détruits et les Onneyouts ont subi de lourds revers. Quant à la tribu centrale, elle a traversé la guerre indemne et s'est roidie dans une attitude belliqueuse malgré la présence chez elle d'un bon nombre de francophiles influents. Il est nécessaire d'ajouter aussi que les Iroquois d'aujourd'hui ne sont plus tout à fait les Iroquois d'antan. A la fin, l'eau de vie a fait de lamentables ravages chez eux. Tout indique que les sachems sont maintenant très sensibles à la richesse des cadeaux qu'ils reçoivent, qu'une démolition se produit.

La situation est tout à fait curieuse: que l'Iroquoisie veuille au fond, et sourdement, la paix, c'est ce qui est indéniable. Même en cet automne 1694, la majorité de la nation a fait sa soumission malgré toutes les manœuvres des Anglais. Mais il y a encore un obstacle.

Frontenac tente à nouveau de l'écarter. Cette fois, c'est lui qui prend l'initiative. D'après différents documents publiés par Broadhead, il choisit comme délégués deux Iroquois catholiques qui se présentent à Onnontaté le 31 janvier 1695. Ils se disent envoyés par le Gouverneur et ils présentent plusieurs colliers. Tout d'abord, ils essuient les larmes des Iroquois pour les pertes qu'ils ont souffertes. Ils ajoutent, et avec combien de justesse, que des vents violents soufflent actuellement, que les Iroquois tournent dans un sens puis ensuite dans l'autre, sans atteindre la stabilité. Qu'ils se rappellent donc que Frontenac a toujours été pour eux un bon père; que ses enfants ne soient pas effrayés et s'ils désirent la paix, qu'ils s'adressent à lui. Le Gouverneur remercie encore les Onneyouts pour la libération du père Millet et des autres captifs. Les conditions d'un apaisement, elles sont toujours les mêmes: libération des Français prisonniers, grande ambassade au Canada le printemps venu. Si les sachems viennent, ils ne seront pas attaqués; les Iroquois catholiques du Canada viendront au-devant d'eux, les accompagneront, leur serviront de gardes. Enfin, tel qu'entendu, Katarakouy sera réoccupé au printemps.

Le 4 février 1695, les Onnontagués donneront leur réponse. Cette fois, l'hostilité perce dans leurs paroles. Les Onnontagués ne croient pas que les différents gouverneurs du Canada aient été pour eux de bons pères; ceux-ci les ont traités comme des porcs, ils les ont frappés, honnis, tués, trompés. Les orateurs fouillent dans le passé pour en trouver des preuves; Tracy, Denonville, La Barre ont conduit des expéditions contre eux. Ils n'enverront pas d'autres sachems au Canada, ils n'élargiront pas d'autres prisonniers. Si Frontenac veut leur parler encore, qu'il envoie lui-même des ambassadeurs et qu'il élargisse à son tour des prisonniers iroquois. Au sujet de Katarakouy, voici ce qu'ils disent maintenant: « Votre feu ne brûlera jamais plus à Katarakouy; il ne sera plus jamais allumé de nouveau; vous nous avez volé ce lieu... Nous ne souffrirons pas que Katarakouy soit habité de nouveau... Je le répète encore et encore ».

Les deux Iroquois reviennent en Nouvelle-France au mois de mars. Ils rapportent que ce sont les Anglais qui ont empêché les Onnontagués d'envoyer leur ambassade en Nouvelle-France au mois de septembre 1694. Ces Iroquois auraient cru aussi que Frontenac les attaquerait après la libération des prisonniers français.

Un peu plus tard, un autre Iroquois catholique revient d'Onnon-

taé. Les Onnontagués demandent à Maricourt et à Du Planté de ramener au printemps les prisonniers iroquois détenus au Canada. Frontenac n'a promis cette libération que dans le cas d'une paix générale. Celle-ci ne se produisant pas, il n'a élargi qu'un bien petit nombre de captifs à l'occasion des négociations. Pour leur part, les Onneyouts, Goyogouins et Tsonnontouans ont été moins prudents, ils ont renvoyé nombre de captifs français. Comme on le comprend facilement, les Iroquois catholiques veulent que les négociations se continuent.

Mais d'autre part, des lettres de Fletcher indiquent encore que Frontenac était bien informé et que, dans une certaine mesure, et pour un certain nombre d'entre eux, les Iroquois revenaient à ce moment à leurs sentiments d'hostilité. Le 29 mai 1695, par exemple, il affirme aux Lords du Commerce et des colonies que depuis le dernier conseil d'Albany, il trouve les Iroquois sourds aux propositions du gouverneur de la Nouvelle-France. Frontenac menace de détruire leur capitale parce qu'ils ont manqué à leur promesse d'envoyer une ambassade en Nouvelle-France pour conclure la paix. Durant l'hiver passé, ajoute-t-il, deux de ses messagers les ont mis au courant de la vengeance qu'il préméditait. L'alarme a sévi dans l'Iroquoisie. D'après une rumeur qui a circulé, Français et Indiens alliés étaient en marche pour Katarakouy. Vivement consternés, les sachems ont demandé de l'assistance. Alors, lui, Fletcher, a distribué des munitions aux Iroquois et il a commandé à trois cents hommes de venir à leur secours. Mais la nouvelle était fausse. Subséquemment, deux sachems sont venus à Albany pour combiner des mouvements militaires.

Faute d'obtenir par des négociations la paix générale dont il a besoin, Frontenac est alors rejeté sur des solutions qui ne lui plaisent pas. C'est aux Anglais qu'il voudrait livrer bataille et ce sont encore les Iroquois qu'il doit attaquer. Il semble bien qu'il n'a plus de choix: les Anglais se sont fortifiés, et encore une fois, comment hasarder ses troupes dans cette direction, si loin de Montréal, si les Iroquois ne sont pas neutralisés tout d'abord? Alors, il ne reste qu'à réoccuper Katarakouy, qu'à conduire ensuite une expédition dans le centre de l'Iroquoisie, qu'à tenir ces ennemis en respect avec ce que l'on pourrait appeler une arquebuse braquée sur le centre de leur pays, mais de tout près, Katarakouy. Mais dans le même temps, il n'est guère enthousiaste des résultats que pourra donner une grande expédition

à la manière de celles de Tracy et de Denonville. Avant de se rallier à un tel projet, il en dira les désavantages durant les prochains mois.

Et le fameux printemps 1695 est venu. De nouveau quelques petits partis tiennent la campagne. Les Canadiens vont tuer quelques hommes et faire quelques prisonniers autour d'Albany, soit Anglais, soit Agniers. Une vague escarmouche a lieu au lac Champlain. Un détachement iroquois massacre le sieur de Charleville au lac des Deux-Montagnes; sur la rivière des Prairies, le fils du sieur de Repentigny et trois Français sont tués à deux endroits différents. Des Indiens alliés et des Français qui reviennent de l'ouest sont attaqués sur l'Outaouais; un Indien est tué, deux autres sont blessés de même qu'un Français. Deux Agniers sont aussi capturés au Sault, ils avaient enlevé deux Français à La Chesnaye et ils en avaient blessé un à Longueuil.

Déjà l'entreprise de Frontenac était en cours. Après les semailles, avait commencé la concentration des troupes. Cent dix hommes étaient arrivés des régions de Québec et des Trois-Rivières; Montréal fournit trente-six officiers et cinquante miliciens. Deux cents soldats et deux cents Indiens se joindront à ce détachement qui comprendra à la fin environ sept cents hommes. Le marquis de Crisafy en prendra le commandement.

C'est deux jours avant le départ, alors que embarcations, provisions, munitions, soldats sont rassemblés, que les Indiens alliés viennent d'entendre les appels de guerre, que Frontenac reçoit de la Cour des dépêches lui demandant de ne pas réoccuper Katarakouy. Bien plus, elles blâment brutalement le gouverneur d'avoir poursuivi des négociations de paix avec les Iroquois. Admettant une version qui leur vient du Canada et que de nombreuses lettres écrites par des person-nages officiels ont nourrie, les ministres affirment maintenant que les ambassades iroquoises « n'ont eu pour but que de nous amuser par de fausses négociations, par le conseil des Anglais ».⁽⁴⁾ En un mot, Frontenac a été joué. C'est ce que l'on lui répétera sous toutes les formes possibles. Et contre une accusation de ce genre, il ne peut pas se défendre à fond. Il s'est conduit en fin de compte sur l'interprétation de certains faits, de certains rapports, sur sa connaissance de la psychologie iroquoise, sur ses connaissances du milieu. Mais son échec tend à prouver qu'il n'a pas vu juste, qu'il s'est laissé amuser, comme on dit. Pour trancher le débat, exposer qu'il avait raison, il aurait

⁽⁴⁾ RAQ. 1923-1924, p. 97.

besoin justement des documents qui ne sont disponibles qu'à l'historien: procès-verbaux des conseils anglo-iroquois d'Albany, lettres du gouverneur de New-York et de hauts personnages américains, rapports d'interprètes anglais qui ont travaillé parmi les Iroquois, etc. Aujourd'hui, n'est-il pas permis d'affirmer qu'il avait été encore plus près de la paix qu'il ne le pensait lui-même, et que sa bataille diplomatique pour reconquérir l'Iroquoisie aurait réussi si elle n'avait pas été contre-carrée pouce à pouce, et avec une application tenace, par Fletcher qui se rendait compte, lui aussi, de l'importance de l'enjeu. Mais Fletcher ne portait pas les fautes accumulées de deux prédécesseurs.

Frontenac doit encaisser le blâme, puis continuer sa lecture. Avec à peu près les mêmes troupes que Denonville, soit 1400 soldats, il doit porter la guerre chez les Anglais et les Iroquois, attaquer même Albany, en un mot harceler l'ennemi. Comme par le passé on attend tout de lui et de son petit groupe de soldats sans tenir compte des distances et de la difficulté de protéger la Nouvelle-France. Lui, il a jugé que la meilleure façon de continuer cette guerre, était de réoccuper maintenant Katarakouy et on le lui défend.

Irascible mais déterminé, Frontenac réfléchit deux jours. Puis il donne au marquis de Crisafy l'ordre de se rendre à Katarakouy, de reprendre possession du fort et de l'occuper. C'est lui qui est le gouverneur du pays, et tant qu'il le sera, il commandera les troupes à sa façon.

Alors, le marquis se met en route. De brillants lieutenants le secondent. Tout est bien organisé. C'est comme une course, tambour battant. Le voyage aller et retour ne prend que dix-huit jours. En plus, le corps expéditionnaire passera huit jours à Katarakouy pour réparer les cinq brèches aux murs de pierre et abattre le bois pour la construction des logements. Une garnison de quarante-huit hommes demeure dans la place.

Les Onnontagués avaient été fanfarons et catégoriques l'hiver passé quand ils avaient reçu les messagers de Frontenac. Le lendemain, ils étaient moins rassurés. Arnaut Vielle qui était à Onnontaté a signalé leur nervosité. Une fausse rumeur a précipité leurs messagers à Albany pour demander l'assistance d'un bon contingent de soldats. Et maintenant, quand le véritable danger se présente, leurs éclaireurs n'aperçoivent pas le détachement du marquis de Crisafy, qui ne rencontre aucun obstacle sur la route. Plus tard, ils découvrent que le fort est réparé et occupé.

Alors, de nouveau, les chefs iroquois courent à Albany pour demander un secours de cinq cents soldats. Ils veulent déloger la garnison. Puis se rendant compte que les hommes sont impuissants contre des murs de pierre, ils réclament un canon que l'on transporterait le long de l'immense route en forêt et à travers le fleuve. Comme on pouvait le supposer, ils n'obtiendront ni hommes ni canon. En septembre, une quinzaine de jours plus tard, Fletcher revient de nouveau à Albany pour rencontrer leurs sachems. Il leur reproche de n'avoir pas été aux aguets et de ne pas avoir attaqué l'expédition du marquis de Crisafy. Eux, ils savent probablement que la réception aurait été chaude. Les troupes françaises savent maintenant comment s'y prendre. Fletcher conseille à ses alliés d'investir le fort, c'est-à-dire de maintenir dans les alentours des partis de guerriers qui harcèleront la garnison. « Il les blâma pour avoir été endormis », dit Colden. Katarakouy les embarrassera beaucoup parce qu'« il est situé dans le voisinage de leur principal territoire de chasse », c'est-à-dire la province d'Ontario.

A la fin de l'année 1695, Frontenac en est venu à une décision : « Ce poste bien établi et fourni de toutes sortes de munitions nous donnera moyen d'entreprendre quelque chose de plus que ce que nous avons fait jusqu'à présent ».⁽⁵⁾ Ce sera l'expédition contre les Onnontagués et les Onneyouts. Aussi Fletcher deviendra de nouveau pessimiste et même désespéré. Après avoir gagné la bataille diplomatique, il la perd de nouveau. Depuis que Katarakouy est réoccupé, écrira-t-il, « les Indiens des Cinq Nations ont paru beaucoup plus froids dans leur amitié avec les Anglais ». On prévoit que non-seulement ils feront maintenant la paix avec les Français, mais qu'en plus, ils se tourneront contre les Anglais. Ils sont très sensibles au danger que ce fort présente pour eux et ils sont portés à écouter les Français. En d'autres mots, la situation redevient dangereuse.

Peut-être ne faut-il pas perdre de vue, non plus, le double aspect que présentait Katarakouy : d'un côté, il était la base d'une attaque contre le centre de l'Iroquoisie ; mais de l'autre, il était une assistance puissante à l'Iroquoisie dans le cas où les relations deviendraient dangereuses entre Iroquois et Anglais. Ces derniers ne pouvaient plus exercer maintenant des pressions aussi fortes sur leurs voisins pour les forcer à suivre leurs dictées parce que les troupes françaises étaient à portée pour aider ceux-ci et que les marchandises françaises pouvaient

⁽⁵⁾ *RAQ*, 1923-1924, p. 259.

leur parvenir à défaut des marchandises anglaises. C'est probablement l'explication des discours de Teganissorens à Québec. Et l'on aboutit à cette situation paradoxale: pour parvenir à la paix, les Iroquois ont besoin que Katarakouy existe et soit occupé, que la force française soit présente à leurs portes mêmes; faute de cette présence, ils sont trop faibles pour résister à la volonté des colonies anglaises parmi lesquelles leur pays est engagé. Que l'on ait senti cette vérité aussi bien à Onnontaté qu'à Albany, c'est ce qui semble évident. Elle peut se résumer ainsi: l'Angleterre est d'autant plus forte en Iroquoisie que le fort Katarakouy n'existe pas; elle y est d'autant plus faible que le fort Katarakouy sera plus fort.

Ce qui empêche de bien voir ce point, c'est de supposer que l'Iroquoisie était plus puissante qu'elle n'était réellement. Un de leurs orateurs dira pourtant: « Nous sommes tombés maintenant sur nos genoux, mais nous ne sommes pas encore tombés par terre ».

Jés. Paul Desrosiers.